

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 avril 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie", a donné le 3 juin 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 april 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht", heeft op 3 juni 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Le Conseil d'Etat a donné le 15 mai 1998 un avis sur un avant-projet de loi "organique de la police nationale" (1) qui prévoit notamment la création d'une police nationale groupant les membres du personnel de la gendarmerie et de la police judiciaire.

L'avant-projet faisant l'objet du présent avis vise, lui, à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie.

Il y a entre les deux avant-projets un manque de cohérence, voire même une contradiction.

Il appartiendra au Gouvernement d'harmoniser les dispositions des deux avant-projets et d'établir le calendrier d'élaboration de ceux-ci.

Le présent avis est donné sous réserve de cette observation préalable.

OBSERVATIONS GENERALES

L'avant-projet organise le transfert des agents de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer, à la gendarmerie.

(1) Avis L. 27.603/4.

Ce transfert n'implique cependant pas intégration complète de ces services au corps opérationnel de la gendarmerie.

L'avant-projet prévoit en effet qu'au sein du corps opérationnel, sera créée une catégorie de personnel à compétence de police spéciale. Cette catégorie sera composée des membres de la police des chemins de fer, ainsi que de ceux des membres de la police maritime et de la police aéronautique qui auront demandé à relever de cette catégorie de personnel aux conditions déterminées par le Roi.

Ces agents seront soumis au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, établi par la loi du 27 décembre 1973. Le Roi pourra toutefois fixer des conditions particulières de promotion.

Par contre, les autres agents de la police maritime et aéronautique, qui n'auront pas demandé à être transférés vers la catégorie de personnel à compétence spéciale, feront partie d'une autre catégorie de personnel, la "catégorie de personnel de police spéciale". Cette catégorie ne fera pas partie du corps opérationnel de la gendarmerie. Les agents qui la composeront resteront soumis à leur statut d'origine, c'est-à-dire, suivant l'exposé des motifs, à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, pour la police maritime, et à l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes, pour la police aéronautique.

.../...

L'avant-projet prévoit que les modifications générales ultérieures qui seraient apportées à ces statuts seront également applicables aux agents transférés.

Chaque fois qu'un membre du personnel quittera, pour quelque raison que ce soit, la catégorie du personnel de police spéciale, il sera remplacé par un membre du corps opérationnel à compétence générale.

Il s'en déduit qu'au sein des services de la gendarmerie qui seront chargés de la police maritime et aéronautique, les agents seront soumis à des statuts différents, fixés chacun par des autorités différentes, bien qu'ils soient chargés des mêmes missions de police.

Ces services comprendront en effet :

- 1° des membres du corps opérationnel de la gendarmerie, soumis à la loi du 27 décembre 1973 relative au corps opérationnel de la gendarmerie;
- 2° des membres de la "catégorie de personnel à compétence de police spéciale", soumis à la même loi du 27 décembre 1973, mais à l'égard desquels le Roi pourra fixer des conditions particulières de promotion;
- 3° des membres de la "catégorie de personnel de police spéciale", soumis au statut des agents de l'Etat;
- 4° des membres de la "catégorie de personnel de police spéciale", soumis au statut des agents de la Régie des voies aériennes.

.../...

Concernant cette dernière catégorie, il est à noter que la Régie des voies aériennes devrait être prochainement transformée en entreprise publique autonome. Le statut de son personnel sera donc fixé par son conseil d'administration. Même si le transfert des agents de la police aéronautique à la gendarmerie devait être réalisé avant la transformation de la Régie en entreprise publique autonome, le statut applicable à ces agents restera incertain. Laissera-t-on en vigueur, exclusivement pour eux, l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes ? Selon quelles modalités, notamment de concertation syndicale, apportera-t-on les modifications nécessaires à ces règles statutaires ?

Enfin, on observera que dans l'avant-projet de loi organique de la police nationale, sur lequel la section de législation vient de rendre son avis (1), le personnel de la police nationale, issue de la fusion de la gendarmerie et de la police judiciaire, gardera son statut d'origine, à moins qu'il ne demande à bénéficier du nouveau statut qui sera établi pour les futurs agents.

Aux différents statuts énumérés ci-dessus, applicables aux agents chargés des missions de police spéciale, s'ajouteront le nouveau statut du personnel de la police nationale et même, ce n'est en théorie pas à exclure, le statut fixé par le Roi en vertu de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets.

(1) Avis L. 27.603/4 précité.

Lors de l'examen de l'avant-projet de loi organique de la police nationale, il a été observé ce qui suit :

"... le système mis en place aura pour effet que les membres du corps opérationnel de la police nationale relèveront de trois statuts distincts. Outre les difficultés au regard du principe d'égalité que ne manquera pas de créer la coexistence, dans un même corps, de personnes soumises à des statuts différents bien que remplissant les mêmes fonctions, l'autorité compétente pour arrêter ces règles statutaires ne sera pas la même pour chacune des catégories. En effet, les gendarmes ont un statut fixé essentiellement par la loi, tandis que les officiers et agents judiciaires près les Parquets ont un statut arrêté par le Roi, en vertu de l'article 2 de la loi du 7 avril 1919 (1).

Quant au statut du personnel recruté, ni le projet, ni l'exposé des motifs n'indiquent clairement par quelle autorité il sera fixé.

Les modifications ultérieures, qui devront nécessairement être apportées aux différents statuts, devront l'être, selon le cas, par le Roi ou par la loi, ce qui ne manquera pas de susciter également des objections au regard du principe d'égalité.

Compte tenu de l'article 184 de la Constitution, le statut du personnel du corps opérationnel de la police nationale devrait être fixé par la loi elle-même, tout comme l'est actuellement celui de la gendarmerie.

Afin d'éviter de heurter le principe d'égalité, mieux vaudrait prévoir que ce nouveau statut serait d'application pour tous les membres du personnel, quitte à prévoir des dispositions transitoires justifiées par le souci de sauvegarder les droits des membres du personnel transféré de la police judiciaire ou de la gendarmerie."

(1) En ce sens, Conseil d'Etat, section d'administration, 9e Chambre, arrêt n° 70.203 du 15 décembre 1997.

Les mêmes critiques peuvent être a fortiori formulées à l'égard du présent avant-projet, puisqu'il tend à soumettre à quatre statuts différents, arrêtés tantôt par la loi, tantôt par le Roi, des agents chargés de missions identiques.

S'il peut être admis que des conditions particulières de promotion soient prévues pour les membres du personnel issus des corps de police spéciale, dès lors qu'ils ont nécessairement, du fait de cette spécialité, une formation et une expérience qui ne sont pas comparables à celle qu'ont reçue les gendarmes, le principe de laisser subsister des règles statutaires fondamentalement différentes, notamment en matière disciplinaire (1), pour des personnes appelées à exercer ensemble les mêmes fonctions paraît difficilement justifiable au regard du principe d'égalité.

En outre, toute tentative d'uniformisation progressive de ces statuts sera nécessairement aléatoire puisqu'elle devra être mise en oeuvre par des autorités différentes.

Il résulte des considérations qui précèdent que le présent avant-projet devra être revu afin de prévoir que tous les membres des polices spéciales qui sont transférés à la gendarmerie, sont soumis au statut du corps opération-

(1) Voir avis L. 26.377/9, donné le 14 mai 1997, sur un avant-projet de loi "portant modification de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie" (Doc. parl., Chambre des représentants, n° 1067/1, session 1996-1997).

nel de la gendarmerie, sans préjudice toutefois d'éventuelles règles dérogatoires, notamment en termes de carrière, qui peuvent raisonnablement se justifier, compte tenu de la formation et de l'expérience spécifiques de ces policiers.

2. L'avant-projet de loi, s'il intègre les services de police spéciale dans la gendarmerie, ne modifie ni n'abroge les différentes dispositions légales en vertu desquelles ces services de police ont été créés.

Ses articles 10 et 11 prévoient que la gendarmerie est chargée d'exécuter respectivement les missions de police maritime et de police aéronautique, "sans préjudice des compétences de police attribuées par la loi à certains agents des administrations publiques compétentes".

Selon le commentaire de ces articles, "seules les compétences de police générale sont transférées à la gendarmerie. Les membres du personnel du ministère des Communications et de l'Infrastructure exercent les tâches d'inspection".

Si tel est le cas, on se perd en conjectures sur la spécificité des missions de police spéciale qu'exercera la gendarmerie par rapport à ses missions générales.

Le présent avant-projet doit, dès lors, être complété par des dispositions législatives modifiant celles en vertu desquelles les services de police spéciale ont été

.../...

créés afin que soient précisées les missions de police qui seront spécialement dévolues à la gendarmerie.

En ce qui concerne en particulier la Société des chemins de fer belges, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi l'avant-projet prévoit, à l'article 19, la création d'un service interne de sécurité constitué en partie par des membres du personnel de la police des chemins de fer qui ne désireraient pas être transférés à la gendarmerie, alors que le but de l'avant-projet est d'intégrer, notamment, la police des chemins de fer dans la gendarmerie et alors que, selon le procès-verbal de la réunion de la Commission paritaire nationale du 4 mars 1998, transmis au Conseil d'Etat, la mise sur pied de ce service interne est destinée à "faire face au sentiment d'insécurité des usagers des trains dans les gares belges", ce qui constitue précisément une mission de police spéciale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 2

1. Concernant le 1°, outre ce qui est dit sous l'observation générale, il y a lieu de relever que l'avant-projet tend à faire sortir du corps administratif et logistique le personnel civil auxiliaire, dénommé dans l'avant-projet "personnel non-policier auxiliaire ...", pour en faire une catégorie particulière.

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit de mettre le texte en harmonie avec l'article 13 de la loi du 2 décembre 1957. Or il ne se déduit nullement de cet article 13 que le personnel civil auxiliaire ne fait pas partie du corps administratif et logistique. Cette dernière disposition ne fait que fixer trois contingents distincts, un pour le corps opérationnel, un pour le corps administratif et logistique non compris le personnel civil auxiliaire, et un pour le personnel civil auxiliaire, engagé sous le régime du contrat de travail aux fins d'accomplir des tâches auxiliaires, spécifiques ou d'appoint.

La modification proposée crée des incertitudes quant au statut de ce personnel auxiliaire. L'article 11, § 3, alinéa 3, dernière phrase, de la loi précitée, par exemple, qui prévoit qu'aucune forme de grève ne peut dispenser les membres du personnel civil du corps administratif et logistique d'assurer un service minimum indispensable au bon fonctionnement de la gendarmerie, ne leur serait en principe plus applicable.

Mieux vaut dès lors omettre le 1° qui remplace l'article 11, § 1er, de la loi du 2 décembre 1957.

2. L'article 11, § 2, en projet, doit être adapté pour tenir compte de l'observation générale. Il convient, notamment de préciser si le transfert se fait sur une base volontaire ou obligatoire, ceci compte tenu de ce que l'exposé des motifs pourrait donner à entendre que pour certaines catégories de personnel, le transfert serait obligatoire, et également, ce qu'il y a lieu d'entendre par

.../...

"les modalités du transfert" et les "modalités de prise en charge des dépenses de pension".

3. Il y a lieu d'omettre le paragraphe 4, compte tenu de l'observation générale.

4. L'article 11 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie a également été modifié par la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Moniteur belge 23 décembre 1995; p. 34.578). Il convient d'indiquer cette loi modificative dans la phrase introductive.

Articles 3, 4 et 6

Ces dispositions deviennent inutiles si, compte tenu de l'observation générale, l'unicité du corps opérationnel est conservée.

Article 5

Il convient d'écrire ainsi qu'il suit la phrase introductive :

"Art. 5 Dans l'article 13, § 1er, de la même loi, modifié par la loi du 18 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° à l'alinéa 1er, les mots ...;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"...".

Article 8

Les 2°, 3° et 4° sont superflus et doivent être omis, le 5° reprenant les différentes hypothèses envisagées.

En outre, il convient également de supprimer l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Article 9

Tel qu'il est rédigé, l'article 10, § 4, en projet, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police semble considérer que la rédaction d'un protocole d'accord est un préalable obligatoire à l'exécution de tâches de police dans les aéroports et sur le domaine des chemins de fer.

Dès lors que la gendarmerie sera le seul service de police compétent sur ces lieux, mieux vaut seulement prévoir, à l'instar des paragraphes 1er et 2 de l'article 10 précité, qu'une concertation est organisée à l'initiative des autorités compétentes et que les engagements pris en concertation font l'objet de protocoles.

.../...

Article 18

L'article 28, que la disposition en projet tend à modifier, a été inséré dans la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités par la loi du 22 juillet 1993. Il convient de viser cette dernière loi dans la phrase introductive.

Article 19

Sous réserve de ce qui a été dit à propos de l'article 19 dans l'observation générale n° 2, on peut se demander si la dérogation aux conditions fixées aux articles 5, alinéa 1er, 6° et 6, alinéa 1er, 6°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiés par la loi du 18 juillet 1997 (1), en faveur des anciens membres de la police des chemins de fer

-
- (1) L'article 5 dresse l'inventaire des conditions à remplir pour les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité. Parmi celles-ci, l'alinéa 1er, 6°, impose de ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi.
L'article 6, alinéa 1er, 6°, impose la même condition au personnel d'exécution des entreprises de gardiennage et de sécurité et des services internes de gardiennage.

.../...

est justifiée au regard des principes d'égalité et de non-discrimination par rapport aux autres catégories de policiers.

Il appartiendra aux auteurs de l'avant-projet de justifier cette différence de traitement, notamment à la lumière de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage.

Article 20

1. A l'alinéa 2, il convient de remplacer le verbe "ressortent" par le verbe "sont".

2. A l'alinéa 3, les mots "les prescriptions contenues dans" doivent être supprimés.

OBSERVATION FINALE

Il est d'usage d'écrire :

- "alinéa 1er" et non "alinéa premier" ou "premier alinéa";
- "alinéa 2" et non "second alinéa".

VOORAFGAANDE OPMERKING

De Raad van State heeft op 15 mei 1998 advies verstrekt over een voorontwerp "van organieke wet van de nationale politie" (1) dat inzonderheid voorziet in de oprichting van een nationale politie waarin de personeelsleden van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie worden opgenomen.

Het voorliggend advies heeft betrekking op een voorontwerp houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht.

De beide voorontwerpen zijn niet met elkaar in overeenstemming; ze spreken elkaar zelfs tegen.

Het staat aan de Regering de bepalingen van de twee voorontwerpen op elkaar af te stemmen en het desbetreffende werkschema op te stellen.

Dit advies wordt verstrekt onder voorbehoud van deze voorafgaande opmerking.

ALGEMENE OPMERKINGEN

In het voorontwerp wordt de overheveling van de personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie naar de rijkswacht geregeld.

(1) Advies L. 27.603/4.

Deze overheveling houdt evenwel niet in dat die diensten volledig in het operationeel korps van de rijkswacht worden geïntegreerd.

In het voorontwerp staat immers dat binnen het operationeel korps een personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid wordt opgericht. Die categorie wordt samengesteld uit de personeelsleden van de spoorwegpolitie, alsmede uit de personeelsleden van de zeevaartpolitie en de luchtvaartpolitie die vragen om onder de door de Koning gestelde voorwaarden bij die personeelscategorie te worden ingedeeld.

Die personeelsleden krijgen het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht dat is vastgesteld bij de wet van 27 december 1973. De Koning kan echter bijzondere bevorderingsvoorwaarden stellen.

De overige personeelsleden van de zee- en luchtvaartpolitie, die niet gevraagd hebben om naar de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid te worden overgeheveld, maken daarentegen deel uit van een andere personeelscategorie, namelijk de "categorie bijzonder politiepersoneel". Die categorie behoort niet tot het operationeel korps van de rijkswacht. De personeelsleden waaruit die categorie is samengesteld behouden hun oorspronkelijke statuut. Volgens de memorie van toelichting betekent dit dat het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het rijkspersoneel van toepassing blijft op de personeelsleden van de zeevaartpolitie en dat het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwezen van toepassing blijft op de personeelsleden van de luchtvaartpolitie.

.../...

In het voorontwerp wordt bepaald dat de algemene wijzigingen die later in die statuten worden aangebracht ook van toepassing zullen zijn op de overgehevelde personeelsleden.

Ieder personeelslid dat, om welke reden dan ook, de categorie bijzonder politiepersoneel verlaat, wordt vervangen door een personeelslid van het operationeel korps met algemene bevoegdheid.

Daaruit kan worden opgemaakt dat de personeelsleden van de rijkswachtdiensten die met de zee- en luchtvaartpolitie worden belast, een verschillend statuut krijgen dat is vastgesteld door verschillende overheden, ook al vervullen ze dezelfde politietaken.

Die diensten omvatten immers :

- 1° personeelsleden van het operationeel korps van de rijkswacht die onder de wet van 27 december 1973 betreffende het operationeel korps van de rijkswacht vallen;
- 2° leden van de "personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid" die onder dezelfde wet van 27 december 1973 vallen, maar ten aanzien van wie de Koning bijzondere bevorderingsvoorwaarden kan stellen;
- 3° leden van de "categorie bijzonder politiepersoneel" die onder het statuut van de rijksambtenaren vallen;

.../...

- 4° leden van de "categorie bijzonder politiepersoneel" die onder het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen vallen.

Bij laatstgenoemde categorie dient te worden opgemerkt dat de Regie der Luchtwegen binnenkort wellicht tot een autonoom overheidsbedrijf wordt omgevormd. Het statuut van het personeel zal dus worden vastgesteld door de raad van bestuur van dat autonoom overheidsbedrijf. Zelfs als de personeelsleden van de luchtvaartpolitie vóór de omvorming van de Regie der Luchtwegen naar de rijkswacht worden overgeheveld, blijft hun statuut onzeker. Zal het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen alleen voor hen van kracht blijven ? Volgens welke nadere regels, inzonderheid inzake vakbondsoverleg, zal het statuut worden gewijzigd ?

Tot slot moet worden opgemerkt dat het voorontwerp van organieke wet van de nationale politie, waarover de afdeling wetgeving onlangs advies heeft verstrekt (1), bepaalt dat de personeelsleden van de nationale politie die tot stand komt door de fusie van de rijkswacht en de gerechtelijke politie hun oorspronkelijke statuut behouden, tenzij ze verzoeken om onder het nieuwe statuut te vallen dat voor de toekomstige personeelsleden zal worden opgesteld.

(1) Voornoemd advies L. 27.603/4.

Naast de verschillende statuten die hierboven worden opgesomd en die van toepassing zijn op de politie-beambten die belast worden met de bijzondere politietaken, is er ook nog het nieuwe personeelsstatuut van de nationale politie en, wat theoretisch niet uitgesloten is, zelfs het statuut dat de Koning vaststelt krachtens de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten.

Bij het onderzoek van het voorontwerp van organieke wet van de nationale politie is het volgende opgemerkt :

"... De ontworpen regeling zal tot gevolg hebben dat de leden van het operationeel korps van de nationale politie onder drie verschillende statuten vallen. Dat mensen binnen een korps onder verschillende statuten vallen, ook al vervullen ze dezelfde functies, levert niet alleen problemen op in het licht van het gelijkheidsbeginsel, maar bovendien is de overheid die bevoegd is om die rechtspositionele regels op te stellen niet voor elk van die categorieën dezelfde. Het statuut van de rijkswacht is immers hoofdzakelijk bij de wet vastgesteld, terwijl dat van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten krachtens artikel 2 van de wet van 7 april 1919 door de Koning wordt vastgesteld (1).

Wat het personeelsstatuut betreft, wordt noch in het ontwerp, noch in de memorie van toelichting duidelijk vermeld door welke overheid het wordt vastgesteld.

De wijzigingen die naderhand in de verschillende statuten moeten worden aangebracht, zullen door de Koning of bij de wet worden ingevoerd, naargelang het geval, wat stellig ook bezwaren in verband met het gelijkheidsbeginsel zal opleveren.

(1) Zie in die zin arrest nr. 70.203 van 15 december 1997 van de 9de kamer, afdeling administratie, Raad van State.

Gelet op artikel 184 van de Grondwet moet het statuut van het personeel van het operationeel korps van de nationale politie, net zoals dat van de rijkswacht momenteel, bij de wet zelf worden vastgesteld.

Gelet op het gelijkheidsbeginsel zou het beter zijn te bepalen dat dit nieuwe statuut op alle personeelsleden van toepassing is, waarbij eventueel in overgangsmaatregelen wordt voorzien om de rechten van de overgehevelde personeelsleden van de gerechtelijke politie of van de rijkswacht te waarborgen."

Dezelfde kritiek kan a fortiori worden uitgeoefend op dit voorontwerp, aangezien het tot doel heeft personeelsleden met identieke taken onder vier verschillende statuten te laten vallen die ofwel bij de wet, ofwel door de Koning worden vastgesteld.

Het is weliswaar aanvaardbaar dat bijzondere bevorderingsvoorwaarden worden gesteld voor personeelsleden van bijzondere politiekorpsen die door hun specialisme een opleiding en een ervaring moeten hebben die niet met die van de rijkswachters te vergelijken zijn, maar vanuit het gelijkheidsbeginsel is het moeilijk te rechtvaardigen dat personen die samen dezelfde functies moeten vervullen onder fundamenteel verschillende statuutbepalingen vallen, inzonderheid in tuchtzaken (1).

(1) Zie advies L. 26.377/9 van 14 mei 1997 over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht" (Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1067/2, zitting 1996-1997).

Bovendien zullen alle pogingen om geleidelijk tot één enkel statuut te komen hoe dan ook weinig kans op slagen hebben, aangezien het initiatief daartoe van verschillende overheden moet uitgaan.

Uit de voorafgaande opmerkingen vloeit voort dat dit voorontwerp moet worden herzien en dat daarin moet worden bepaald dat het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht van toepassing is op alle personeelsleden van bijzondere politiediensten die naar de rijkswacht worden overgeheveld, zonder evenwel afbreuk te doen aan eventuele afwijkingsbepalingen, inzonderheid voor de loopbaan, die gelet op de specifieke opleiding en ervaring van die politiebeambten redelijkerwijze te rechtvaardigen zijn.

2. Het voorontwerp van wet houdt weliswaar in dat de bijzondere politiediensten in de rijkswacht geïntegreerd worden, maar niet dat de verschillende wetsbepalingen krachtens welke die politiediensten zijn opgericht, worden gewijzigd of opgeheven.

De artikelen 10 en 11 van het voorontwerp bepalen dat de rijkswacht belast wordt met de uitoefening van opdrachten inzake zee- en luchtvaartpolitie, "zonder afbreuk te doen aan door de wet aan bepaalde agenten van de bevoegde openbare besturen toegekende politiebevoegdheden".

In de artikelsgewijze bespreking staat te lezen :
"Enkel de algemene politionele opdrachten worden overgeheveld naar de rijkswacht. De personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur oefenen de inspectietaken uit."

.../...

Als dat zo is, kan men eindeloos beginnen gissen wat de bijzondere politietaken van de rijkswacht specifiek maakt ten opzichte van de algemene taken ervan.

Het onderhavige voorontwerp moet dus worden aangevuld met wetsbepalingen die de bepalingen wijzigen krachtens welke de bijzondere politiediensten zijn opgericht om te verduidelijken welke politietaken specifiek aan de rijkswacht worden toevertrouwd.

Wat meer bepaald de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen betreft, is het de Raad van State niet duidelijk waarom in artikel 19 van het voorontwerp een interne bewakingsdienst wordt opgericht die gedeeltelijk bestaat uit personeelsleden van de spoorwegpolitie die niet naar de rijkswacht willen overgaan, terwijl het voorontwerp voornamelijk tot doel heeft de spoorwegpolitie in de rijkswacht te integreren en terwijl die interne bewakingsdienst, volgens de notulen van de vergadering van de nationale paritaire commissie van 4 maart 1998 die aan de Raad van State zijn toegezonden, wordt opgericht om "het hoofd te bieden aan het onveiligheidsgevoel van de treinreizigers in de Belgische stations", wat nu juist een bijzondere politietaak is.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. Naast wat onder de algemene opmerking is gezegd, moet bij 1° worden opgemerkt dat het voorontwerp tot doel heeft het burgerlijk hulppersoneel, in het voorontwerp "niet-politioneel hulppersoneel" genoemd, uit het administratief en logistiek korps te lichten en tot een specifieke categorie te maken.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling de tekst in overeenstemming te brengen met artikel 13 van de wet van 2 december 1957. Uit dat artikel 13 kan evenwel geenszins worden afgeleid dat het burgerlijk hulppersoneel geen deel uitmaakt van het administratief en logistiek korps. In dat artikel 13 wordt alleen de personeelsbezetting van drie onderscheiden entiteiten vastgesteld : één voor het operationeel korps, één voor het administratief en logistiek korps, het burgerlijk hulppersoneel niet meegerekend, en één voor het burgerlijk hulppersoneel dat in dienst is genomen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst om bijkomende, specifieke of steunopdrachten te vervullen.

De voorgestelde wijziging creëert onzekerheid omtrent het statuut van dat hulppersoneel. Artikel 11, § 3, derde lid, laatste zin, van de voormelde wet bijvoorbeeld, dat bepaalt dat geen enkele vorm van staking de leden van het burgerlijk personeel van het administratief en logistiek korps ervan kan ontslaan een minimale en voor de goede

.../...

werking van de rijkswacht onontbeerlijke dienst te verzekeren, zou in principe niet langer op hen van toepassing zijn.

Onderdeel 1°, dat artikel 11, § 1, van de wet van 2 december 1957 vervangt, kan dus beter vervallen.

2. Het ontworpen artikel 11, § 2, moet worden aangepast om rekening te houden met de algemene opmerking. Zo moet worden gepreciseerd of de overheveling vrijwillig dan wel gedwongen geschiedt, daar de memorie van toelichting doet vermoeden dat sommige personeelscategorieën daartoe verplicht zullen worden. Ook moet worden verduidelijkt wat moet worden verstaan onder "de nadere regels van de overplaatsing" en de "nadere regels voor de tenlasteneming van de pensioenuitgaven".

3. Gelet op de algemene opmerking moet paragraaf 4 vervallen.

4. Artikel 11 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht is ook gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad van 23 december 1995; blz. 34.578). Die wijzigingswet moet in de inleidende zin worden vermeld.

.../...

Artikelen 3, 4 en 6

Deze bepalingen worden overbodig als, gelet op de algemene opmerking, de eenheid van het operationeel korps wordt behouden.

Artikel 5

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 5 In artikel 13, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8

De onderdelen 2°, 3° en 4° zijn overbodig en behoren te vervallen, omdat in 5° staat dat het gehele tweede lid wordt opgeheven.

Voorts moet ook het derde lid van artikel 2 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt vervallen.

.../...

Artikel 9

In de huidige lezing van het ontworpen artikel 10, § 4, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wordt er blijkbaar van uitgegaan dat eerst een protocolakkoord moet worden opgesteld en dat pas daarna politietaken op de luchthavens en op het spoorwegdomein kunnen worden uitgevoerd.

Aangezien de rijkswacht daar de enige bevoegde politiedienst zal zijn, doet men er beter aan, net zoals in de paragrafen 1 en 2 van het voormelde artikel 10, alleen te bepalen dat de bevoegde overheidsinstanties overleg organiseren en dat de na overleg aangegane verbintenissen in protocollen worden vastgelegd.

Artikel 18

Artikel 28, waarvan in de ontworpen bepaling de wijziging wordt beoogd, is ingevoegd in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel bij de wet van 22 juli 1993. Die laatstgenoemde wet moet in de inleidende zin worden vermeld.

Artikel 19

Onder voorbehoud van wat in de algemene opmerking nr. 2 over artikel 19 is gezegd, kan men zich afvragen of

.../...

het in het licht van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie ten opzichte van de andere politiebeambten wel te rechtvaardigen is dat de voorwaarden gesteld in artikel 5, eerste lid, 6°, en in artikel 6, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, welke artikelen bij de wet van 18 juli 1997 gewijzigd zijn (1), niet gelden voor de vroegere personeelsleden van de spoorwegpolitie.

Het staat aan de stellers van het voorontwerp om dit verschil in behandeling te wettigen, inzonderheid in het licht van de rechtspraak van het Arbitragehof.

-
- (1) Artikel 5 bevat de voorwaarden waaraan de personen die de werkelijke leiding hebben over een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming moeten voldoen. Eén van die voorwaarden, vervat in het eerste lid, 6°, is dat zij sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst. In artikel 6, eerste lid, 6°, wordt dezelfde voorwaarde opgelegd aan het uitvoerend personeel van bewakingsondernemingen, beveiligingsondernemingen en interne bewakingsdiensten.

.../...

Artikel 20

1. In het tweede lid moet het woord "ressorteren" worden vervangen door het woord "staan".

2. In het derde lid vervallen de woorden "de bepalingen vervat in".

SLOTOPMERKING

Volgens de wetgevingstechniek is het in het Frans gebruikelijk :

- "alinéa 1er" te schrijven in plaats van "alinéa premier" of "premier alinéa";
- "alinéa 2" te schrijven in plaats van "second alinéa".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN